

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° 4565/2026/48
portant des mesures additionnelles
pour une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires
sur les communes de Baudreix, Bourdettes et Mirepeix
exploitée par la société Dragages du Pont de Lescar**

**Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

- VU** le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et les départements ;
- VU** le décret du 5 juillet 2024 portant nomination de Monsieur Samuel GESRET, secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, sous-préfet de Pau ;
- VU** le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de Monsieur Jean-Marie GIRIER, préfet des Pyrénées-Atlantiques ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières et notamment son article 11.2 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 4565/2019/020 du 4 décembre 2019 autorisant la société Dragages du Pont de Lescar à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires sur le territoire des communes de Baudreix, Bourdettes et Mirepeix ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 64-2026-02-23-0006 du 23 février 2026 donnant délégation de signature à M. Samuel GEREST, secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;
- VU** l'analyse critique du 27 janvier 2025, sur le risque de capture de gravières à Baudreix-Mirepeix, établi par le CEREMA ;
- VU** le compte rendu de visite et de réunion du 23 juin 2025, signé par le préfet en date du 7 juillet 2025 ;
- VU** le courrier de réponse de la société Dragages du Pont de Lescar en date du 17 septembre 2025 ;
- VU** le projet d'arrêté complémentaire porté à la connaissance du demandeur le 17 février 2026 ;
- VU** l'absence d'avis du demandeur sur le projet d'arrêté complémentaire dans le délai imparti ;
- VU** le rapport du 03 mars 2026 de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que les exploitations de carrières en nappe alluviale dans le lit majeur ne doivent pas créer de risque de déplacement du lit mineur, faire obstacle à l'écoulement des eaux superficielles ou aggraver les inondations ;

CONSIDÉRANT que l'expertise du CEREMA sur l'analyse critique des quatre études réalisées sur le risque de capture de gravières sur les communes de Baudreix et de Mirepeix, présente un risque probable de capture du Gave de Pau par le plan d'eau de la carrière en rive droite du Gave de Pau dès la crue cinquantennale ;

CONSIDÉRANT qu'en complément des trois ouvrages à créer en rive droite pour évacuer une crue, il y aurait intérêt à élargir coté lac, la bande de terrain séparant le plan d'eau et le lit mineur du Gave de Pau ;

CONSIDÉRANT que ces travaux d'élargissement de la bande de terrain séparant le plan d'eau et le lit mineur du Gave de Pau doivent permettre d'améliorer la prévention des dangers selon les dispositions de l'article L.181-3 ;

CONSIDÉRANT que l'expertise du CEREMA susvisée estime nécessaire d'intégrer les travaux de réalisation du déversoir à la charge de la société DPL dans une vision globale du cheminement des volumes débordants, depuis le lit mineur à l'amont jusqu'au retour au lit mineur à l'aval ;

CONSIDÉRANT que des mesures additionnelles doivent être prescrites à l'arrêté préfectoral n° 4565/2019/020 du 4 décembre 2019, conformément à l'article R.181-45 du code de l'environnement, afin de protéger les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que ces mesures additionnelles, sans modification des conditions d'extraction et l'absence d'enjeu environnemental insuffisamment prévenu, une présentation à la Commission Départementale de la Nature des Paysages et des Sites dans sa formation spécialisée « Carrière » n'est pas nécessaire, conformément à l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de la délivrance des prescriptions complémentaires sont réunies ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;

ARRÊTE

Article premier : Mesures additionnelles

1.1 Les prescriptions du 3^{ème} alinéa de l'article 2.3.1 de l'arrêté préfectoral n° 4565/2019/020 du 4 décembre 2019 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« ...

- *Plan d'eau rive droite : aménagement à vocation de pêche avec réhabilitation écologique des berges nord et ouest*

- *Élargissement coté lac de la bande de terrain séparant le plan d'eau et le lit mineur du Gave de Pau, d'au moins 12 mètres sur les parcelles B 908, B 911 et B 914 du plan parcellaire de la commune de Mirepeix. L'altitude de cette bande de terrain sera comprise entre 237 et 240 m NGF.*

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, un échéancier de réalisation des travaux d'élargissement.

Délais à compter de la notification du présent arrêté :

- *échéancier : 2 mois ;*
- *début des travaux d'élargissement : 3 mois ;*
- *fin des travaux d'élargissement : 10 ans.*
- *À la suite des travaux d'élargissement, création par remblaiement au nord du plan d'eau, d'une zone humide de saligue.*
- *Favoriser et suivre la colonisation naturelle d'espèces végétales telle que Salix alba, Salix triandra, Salix atrocinerea, Alnus glutinosa, Fraxinus excelsior ...*
- *Aménagement à vocation halieutique de la berge est du plan d'eau. »*

1.2 Les prescriptions du 1^{er} alinéa de l'article 2.1.5.6 de l'arrêté préfectoral n° 4565/2019/020 du 4 décembre 2019 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Ouvrage de surverse en rive droite

Un ouvrage de type déversoir sera installé entre le lac amont et le lac aval. Il doit être réalisé dans un délai compatible avec les projets d'aménagement de déversoirs à implanter pour assurer un franchissement contrôlé des berges et remblais de séparation entre le Gave de Pau et les lacs de Mirepeix et Baudreix mentionnés par le rapport de synthèse du CEREMA du 27 janvier 2025 susvisé.

[...]. »

Article 2 : Prescriptions des actes antérieurs

Les autres prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 4565/2019/020 du 4 décembre 2019, demeurent inchangées.

Article 3 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 4 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Pau :

- 1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairies dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans les Pyrénées-Atlantiques, prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La présente autorisation peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tiers auteur d'un recours contentieux ou d'un recours administratif, est tenu, selon le cas, à peine d'irrecevabilité, ou de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter, selon le cas, du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

Le tribunal peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet : www.telerecours.fr.

Article 5 : Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

- 1° Une copie de l'arrêté est déposée aux mairies de Baudreix, Bourdettes et Mirepeix et pourra y être consultée ;
- 2° Un extrait de l'arrêté est affiché aux mairies de Baudreix, Bourdettes et Mirepeix pendant une durée minimum d'un mois ; le procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires de Baudreix, Bourdettes et Mirepeix.
- 3° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans les Pyrénées-Atlantiques pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 : Exécution – ampliation

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, les maires de Baudreix, Bourdettes et Mirepeix, le directeur départemental des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine et les inspecteurs de l'environnement placés sous son autorité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié :

- à Monsieur le Directeur général de la société Dragages du Pont de Lescar.

Pau, le 06 MARS 2026

Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire général,
Samuel GESRET